

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
65017 Tarbes

Tarbes, le 26/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ALIA PRODUCTIONS**

Zone industrielle Prat  
65260 Pierrefitte-Nestalas

Références : 2024-0195\_dp  
Code AIOT : 0006802510

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement ALIA PRODUCTIONS implanté Zone industrielle Prat 65260 Pierrefitte-Nestalas. L'inspection a été annoncée le 14/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALIA PRODUCTIONS
- Zone industrielle Prat 65260 Pierrefitte-Nestalas
- Code AIOT : 0006802510
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société ALIA PRODUCTIONS fabrique des produits en aluminium tel que des pergolas bioclimatiques, des stores, des portails.

Le site de Pierrefitte-Nestalas est autorisé, par arrêté préfectoral du 25 mai 2004, modifié et complété par les arrêtés préfectoraux du 9 mai 2022 et du 27 mars 2023 à exploiter une unité d'extrusion de profilés en aluminium et de laquage.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande d'action corrective	3 mois
5	Exploitation - entretien (rubrique 2940)	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.5	Demande d'action corrective	3 mois
6	Rejets et émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Procédures administratives	Code de l'environnement du 10/10/2010, article R.181-46	Sans objet
3	Caractéristiques techniques	Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 3.1	Sans objet
4	Exploitation - entretien (rubrique 2940)	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site a permis de constater un bon entretien des installations, des mises en conformité décrites dans le rapport d'inspection sont toutefois nécessaires.

L'inspection a également permis de faire un point sur le porter à connaissance relatif à l'installation d'un tunnel de traitement de surface par pulvérisation.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Procédures administratives**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/10/2010, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Point dossier porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>

Prescription contrôlée :

I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

« S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »

#### Constats :

L'exploitant a transmis un porter à connaissance concernant la mise en place d'une installation de traitement de surface par pulvérisation. L'installation serait soumise à déclaration au titre de la rubrique 2565.

La visite a permis de faire un point sur les éléments complémentaires à fournir afin d'instruire ce dossier.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

ALIA PRODUCTIONS doit compléter son porter à connaissance avec un recollement à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté ministériel 30/06/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2565 : Métaux et matières plastiques (traitement des) pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc., par voie électrolytique, chimique, ou par emploi de liquides halogénés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des ESP
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Prescription contrôlée :  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> <p>Article L557-28 : En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens.</p> <p>Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes : 1° La déclaration de mise en service ; 2° Le contrôle de mise en service ; 3° L'inspection périodique ; 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ; 5° Le contrôle après réparation ou modification.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une liste à jour des ESP du site indiquant, les types d'équipement, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'UID 65/32 la liste des ESP à jour et conforme à l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre la liste des ESP du site à jour sous un délai de 3 mois</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Caractéristiques techniques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2023, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, murs fonderie
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les murs mitoyens avec d'autres ateliers doivent présenter les caractéristiques de coupe-feu de degré 2 heures couverture incombustible et porte donnant vers d'autres ateliers coupe-feu de degré 2 heures</p> <p>·</p> <p>Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées.</p>
<b>Constats :</b>

<p>La fonderie est isolée de l'atelier contigu, la porte d'accès a été murée à l'aide de parpaings maçonnés et le mur mitoyen a été rehaussé jusqu'à la charpente à l'aide de blocs de béton cellulaire, le mur est bien coupe-feu 2 heures.</p> <p>La couverture est en tôle bac acier, de fait incombustible.</p> <p>Le bâtiment de la fonderie est équipé en façade de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.</p> <p>La charpente (poteaux et les fermes) du bâtiment a été floqué afin d'augmenter le temps de résistance en cas d'incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Exploitation - entretien (rubrique 2940)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des produits- Etiquetage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code de travail.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les fiches de sécurité des produits susceptibles d'être présents sur son site.</p> <p>La visite d'inspection a permis de vérifier que les produits dangereux sont bien stockés sur bac de rétention, les affiches des noms des produits au droit des emballages sont bien visibles, le local est ventilé et fermé à clés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Exploitation - entretien (rubrique 2940)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre entrées/sortie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la</p>

disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.
La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le registre informatique des stocks de produits dangereux tenu à jour, ALIA PRODUCTIONS informe l'inspection que l'inventaire est mensuel. Le plan général des stockages n'est pas à jour.  L'exploitant doit transmettre un plan des stockages des produits dangereux à jour sous un délai de 3 mois
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre un plan des stockages des produits dangereux à jour sous un délai de 3 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3mois

#### N° 6 : Rejets et émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets et émissions atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des fréquences de surveillance: * Annuelle pour le four de chauffe et le four pyrolyse * Tri annuelle pour les fours de revenu et le four de laquage  Respect des concentrations des rejets à l'atmosphère inférieures ou égale mentionnées à l'arrêté préfectoral du 05 mai 2022
<b>Constats :</b>  Les rapport des analyses réalisées par le Laboratoire des Pyrénées Landes ont été transmis à l'inspection. Il a été constaté que les analyses ont été réalisées sur la base de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004,notamment les articles 3.4 et 3.5. Or ces derniers ont été abrogés et remplacés par les articles 3 de l'APC du 09 mai 2022. De ce fait, certains paramètres n'ont pas été mesurés notamment au niveau du four de chauffe (absence de mesure sur les paramètres Arsenic, sélénium et tellure et leur composés). Concernant les résultats obtenus, seule une non-conformité concernant les rejets en CH4 du four de chauffe (non respect de la VLE de 50 mg/nm3) a été constatée. L'exploitant doit identifier la cause et mettre en place les mesures correctives.  L'inspection a constaté également que la périodicité des contrôles des rejets au droit du four de

<p>laquage prévue tri-annuelle, n'est pas respectée les rapports sont du 19 janvier 2021. L'exploitant indique qu'actuellement en l'absence d'un atelier de traitement de surface, il n'y a plus de laquage sur site, les fours ne sont pas utilisés temporairement, ce procédé est sous traité en attendant la mise en route du futur atelier de traitement de surface en référence au porter à connaissance transmis dernièrement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit transmettre un plan d'action concernant les émissions de CH<sub>4</sub> avec un échéancier ne dépassant pas 2 mois. L'exploitant réalise ensuite une nouvelle campagne de mesure des rejets au droit du four de chauffe pour tous les paramètres référencés à l'article 3 de l'A.P. du 9/05/2022 qui permettra notamment de vérifier la conformité en CH<sub>4</sub> mais également en arsenic, sélénium et tellure ( non mesurés lors de la campagne précédente).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3mois</p>